XVe Année. — No 397 PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 14 novembre 1914.

LE RÉVEIL

COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.—; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.—; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Sindacato Manovali e Muratori del Cantone di Ginevra

Tutti i membri del Sindacato sono invitati ad assistere all'assemblea, che avrà luogo **domenica mattina 15 Novembre,** alle ore 9, alla Casa del Popolo, col seguente ordine del giorno :

1. Il Processo Fontana.
2. Proposte individuali.

Nessuno manchi. *Il Comitato.*

Tous les camarades sont invités à assister à la réunion des groupes du " Réveil " et de la " Voix du Peuple ", qui aura lieu mercredi 18 novembre, à 8 h. 1|2 du soir, à la Maison du Peuple, rue Dubois-Melly.

Ordre du jour :
Manifeste au prolétariat international

Au Prolétariat international

Manifeste anarchiste

Travailleurs, camarades,

Pendant des dizaines d'années, tous les gouvernements, tout en affirmant hautement leurs intentions pacifiques, ne voyaient de meilleure garantie pour la paix qu'un accroissement formidable d'armements.

« La règle classique autant qu'absurde : « Préparer la guerre pour avoir la paix » a produit ce qu'elle pouvait donner. On obtient par son procédé, naturellement, ce que l'on prépare, c'est-à-dire la guerre ! »

Il convient de remarquer qu'avant la formidable conflagration européenne, les mêmes Etats belligérants avaient porté la guerre à travers le monde entier. Parler de près d'un demi-siècle de paix, c'est mentir effrontément. Le pillage et le carnage ont été l'œuvre ininterrompue des grandes puissances et c'est dans leurs rivalités coloniales mêmes, qu'il faut voir l'une des causes de la catastrophe à laquelle nous assistons.

Celle-ci avait été prévue. Disons mieux, elle n'aurait dû faire de doute pour personne ; mais beaucoup croyaient qu'au dernier moment les Etats s'arrêteraient toujours en face des risques trop grands à courir. D'autre part, il y a des dangers que la raison ne voit que trop réels, mais devant lesquels les hommes se laissent aller à un irrésistible besoin d'illusion, ou à une invincible passivité servile.

Ajoutons, enfin, tous ceux pour qui admettre la guerre, c'était avouer leur impuissance d'abord, leur inconséquence ensuite, en face du problème qui se posait sur l'attitude à prendre, et nous aurons l'explication de l'étonnement presque général que paraît avoir produit un événement, auquel, en réalité, tout le monde avait été préparé depuis longtemps et dont nous allons chercher à préciser les causes.

Les causes de la guerre.

La guerre actuelle est une conséquence de la guerre de 1870.

« Après cette guerre et la victoire remportée sur la France, bientôt l'Allemagne entrant dans une période d'activité juvénile, parvint en effet à doubler, tripler, décupler sa production industrielle, et en ce moment le bourgeois allemand convoite de nouvelles sources d'enrichissement un peu partout : dans les plaines de la Pologne, dans les prairies de la Hongrie, sur les plateaux de l'Afrique et surtout autour de la ligne de Bagdad — dans les riches vallées de l'Asie Mineure — qui offriront aux capitalistes une population laborieuse à exploiter, sous un des plus beaux ciels du monde ; peut-être, un jour, aussi l'Egypte.

« C'est donc des ports d'exportation et surtout des ports militaires, dans l'Adriatique méditerranéenne et l'Adriatique de l'Océan Indien — le Golfe Persique — ainsi que sur la côte africaine, à Beïra, et, plus tard, dans l'Océan Pacifique, que les brasseurs d'affaires coloniales allemands veulent conquérir. Leur fidèle serviteur, l'Empire germanique, est pour cela à leurs ordres avec ses armées et ses cuirassés.

« Mais, partout, ces nouveaux conquérants rencontrent un rival formidable, l'Anglais, qui leur barre le chemin.

« La bourgeoisie anglaise veut faire aujourd'hui, avec l'Allemagne, ce qu'elle fit, à deux reprises, pour arrêter, pour cinquante ans ou plus, le développement de la puissance maritime de la Russie : une fois, en 1855, avec l'aide de la Turquie, de la France et du Piémont, et une autre fois, en 1904, en lançant le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique.

« Tous les Etats, dès que la grande industrie se développe dans la nation, sont amenés à chercher la guerre. Ils y sont poussés par leurs industriels, et même par les travailleurs, pour conquérir de nouveaux marchés, de nouvelles sources de facile enrichissement.

« Mais il y a plus. Aujourd'hui il existe dans chaque Etat une classe — une clique plutôt — infiniment plus puissante encore que les entrepreneurs d'industrie et qui, elle aussi, pousse à la guerre. C'est la haute finance, les gros banquiers qui interviennent dans les rapports internationaux et qui fomentent les guerres.

« Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la finance. Ceux-ci exploitent tout : rivalités politiques et économiques, inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux ».

Voilà les causes réelles, fondamentales de la guerre, telles que Kropotkine les avait dénoncées, il y a deux ans seulement.

Fausses justifications.

Mais, au moment même du déchaînement de la force la plus brutale, il importe de couvrir les buts les plus inavouables avec des justifications d'ordre moral ou soi-disant tel : C'est ainsi que nous avons vu la Russie, après avoir aboli toute liberté dans ses immenses territoires, partir en guerre au nom de l'indépendance de la Serbie ; l'Allemagne, qui a favorisé de tout temps, la pire réaction des Romanoff, se réclamer de la civilisation occidentale contre le despotisme oriental ; la France, qui depuis bientôt un siècle, pratique dans le monde entier la politique la plus caractérisée de conquêtes et de rapines coloniales, se donner pour le champion sans reproche du droit et de la justice ; l'Angleterre, dont les populations assujetties se chiffrent par centaines de millions d'hommes, se faire le défenseur de la neutralité des petits Etats.

Ces raisons de toutes les diplomaties sont également fausses. Et il ne faut pas attacher une valeur plus grande à la soi-disant défense de telle ou telle culture, invoquée dans les manifestes d'étranges intellectuels qui, oublieux de leurs meilleures œuvres, n'ont rien trouvé de mieux que de faire fi de toute intelligence pour pratiquer uniquement le culte du militarisme le plus barbare et le plus sanglant.

Nous repoussons enfin comme erronés tous les arguments que des hommes d'avant-garde ont aussi voulu nous présenter pour se solidariser, ne fût-ce que momentanément, avec les gouvernants de leur pays d'origine, car il ne s'agit le plus souvent que d'une adaptation nouvelle des motifs trompeurs, invoqués de tout temps par les classes nanties pour justifier leur exploitation et leur domination.

Signification réelle de la guerre.

Et, en effet, ces classes se sont tout de suite servies du douloureux spectacle donné par les partis socialistes et les organisations ouvrières changeant de principes et d'attitude dans les pays en guerre aussitôt celle-ci déclarée, pour proclamer la faillite de nos idées d'émancipation, d'internationalisme, de paix, de fraternité et de justice.

Que les classes travailleuses n'aient pas été à la hauteur de leur grand rôle, nul ne saurait le contester, mais il serait ridicule de parler de faillite d'une organisation sociale qui n'a pas même reçu un commencement d'application.

La guerre ne peut donc signifier que la faillite, disons mieux, la banqueroute sanglante de la « civilisation bourgeoise ». Jamais une classe n'avait magnifié davantage son œuvre que la bourgeoisie. C'était au point de prétendre, à l'encontre de siècles d'histoire, que désormais toute révolution devenait inutile. Ses institutions aux bases immuables étaient néanmoins susceptibles des plus merveilleux progrès. Des socialistes même prétendaient que sa constitution politique, basée sur le suffrage universel, suffisait à assurer le développement pacifique des sociétés humaines.

La réalité était toute autre. La bourgeoisie ayant proclamé l'égalité de droit avait maintenu l'inégalité de fait avec le privilège de la propriété privée, qui devait faire revivre sous des formes à peine modifiées, tous les privilèges de l'ancien régime. Dans sa proclamation des droits, elle ne reconnaissait pas même à l'homme le droit de disposer de sa vie. Grâce à la conscription, l'existence de tous les citoyens appartenait à l'Etat, qui pouvait les forcer à tuer ou à se faire tuer.

Les résultats sont connus. Le développement même de l'économie bourgeoise, basée sur un machinisme à outrance, sur une oligarchie financière toute puissante et sur des Etats de plus en plus militarisés et toujours irrésistiblement poussés à de nouvelles conquêtes, ont abouti à cette monstrueuse conflagration qui a sa répercussion dans le monde entier.

Le système capitaliste, considéré comme le plus apte à la création de nouvelles richesses, nous en donne au contraire la plus effroyable destruction ; le système étatiste vanté comme le plus sûr garant de l'ordre pacifique et le frein le plus efficace à toute violence, a déchaîné parmi les hommes la férocité la plus bestiale et la plus inouïe.

La guerre nous fournit la preuve que le Capital et l'Etat font courir les dangers les plus terribles aux sociétés humaines, qui doivent se hâter de se constituer sur de nouvelles bases.

Voilà le point de vue révolutionnaire auquel nous entendons envisager la guerre, refusant toute compromission avec n'importe quel groupement de capitalistes ou de gouvernants.

Pourquoi les travailleurs ont failli à leur rôle

Mais pourquoi l'affirmation, même partielle, d'un ordre nouveau, n'a-t-elle pas corres-

pondu à la banqueroute du régime bourgeois ? Pourquoi la presque totalité des opprimés s'est-elle ralliée à la cause de ses oppresseurs, au point que nos ennemis ont pu prétendre avec une apparence de raison que notre idée même venait de sombrer dans la tourmente ?

Disons d'abord, que nul ne connaît encore tous les événements qui se sont déroulés dans les différents pays. Après la guerre seulement, nous connaîtrons ceux des nôtres qui ont été passés par les armes ou envoyés pourrir dans des prisons. N'oublions pas non plus que l'accord unanime dont parle la presse gouvernementale de chaque Etat, n'est qu'un accord forcé. Il n'en reste pas moins acquis que les partis socialistes et les organisations ouvrières n'ont déployé aucune action collective contre la guerre ; et d'autre part, aucun acte individuel contre les responsables du carnage européen n'est encore venu à notre connaissance.

Les partis socialistes qui prétendaient par leur action politique exercer déjà une influence considérable sur la marche des nations, n'ont su que jouer le rôle de serviteurs fidèles de leurs gouvernements respectifs. Ceux-ci n'ont pas hésité à les appeler au partage des portefeuilles ministériels ou à les employer comme agents plus ou moins diplomatiques à l'étranger et en pays conquis. La social-démocratie, par son caractère nettement étatiste, devait être forcément amenée à se solidariser avec les différents Etats, auxquels elle associait partout étroitement son existence. Une opposition ne saurait être simplement légale, surtout aux moments les plus tragiques de l'histoire, et les chefs social-démocrates s'étaient toujours nettement refusés à en prévoir une autre. Les délibérations de leurs congrès internationaux le prouvent irréfutablement.

Les organisations ouvrières, à leur tour, ou avaient de tout temps abdiqué dans les mains des partis socialistes la défense de leurs intérêts les plus élevés, en attribuant faussement à ces derniers un caractère essentiellement politique, ou, après avoir fait preuve d'un certain idéalisme révolutionnaire au début, s'étaient assagies en grandissant, pour ne voir plus que la défense d'intérêts corporatifs dans le cadre de la société bourgeoise, et renoncer à en concevoir pratiquement une autre. La force de se révolter contre ce qui est, vient surtout de la conception nette de ce qu'on pourrait lui opposer et lui substituer. Le syndicalisme recherchant toujours et quand même ses résultats pratiques dans le régime capitaliste, devait se sentir fatalement poussé à en prendre la défense en vue d'accroître l'exploitation nationale d'une exploitation internationale, les améliorations ouvrières étant facilitées par l'augmentation de commandes industrielles.

Enfin, les groupements révolutionnaires et anarchistes ont été ces dernières années travaillés par une crise interne, due à la corruption même de la société toute entière, et ils n'ont pas été à la hauteur d'une tâche, déjà honnie de la façon la plus véhémente, mais dont nombreux sont ceux qui en reconnaissent aujourd'hui la haute portée.

(A suivre).

Et la liquidation ?

Nous parlons trop facilement de faillite. Quand nous prononçons ce mot, il semble que tout soit dit et que nous n'ayons plus qu'à sommeiller en attendant la liquidation. Nos adversaires directs les plus acharnés n'ont pas, quand ils mettent, par exemple, la science en faillite, la naïveté de s'attarder sur un mot et de lui donner une signification absolue. Ils ne déposent point les armes après l'avoir clamé ; au contraire, c'est pour eux un élément nouveau d'action générale et ils font en sorte que la faillite n'aboutisse point à un concordat. Feu Brunetière, en déclarant la science en faillite, n'en continua pas moins à travailler avec acharnement à la restauration du principe d'autorité sous les espèces spiritualistes et religieuses. Faisons de même, au lieu de croire, comme à un dogme agréable, à une défaite qui n'est jamais et ne saurait être définitive. Nous avons parlé de la faillite des religions et elles font actuellement, en présence de ce débordement de barbarie qu'est la guerre actuelle et qu'elles se seraient bien gardées de réfréner ou de combattre ouvertement avant son éclosion, une propagande insensée pour ramener les troupeaux humains sous la houlette de l'Eglise. A leur habitude, elles profitent des malheurs du monde, connaissant la veulerie des masses, pour étendre leur ombre sur les cerveaux désemparés, avides de quiétude et soumis à l'avance à tous les envoûtements, si absurde qu'en soit la trame.

En présence du désordre actuel, des ruines accumulées, du sang versé à flot, nous parlons de la faillite de la civilisation bourgeoise. Ce serait à supposer d'abord que la bourgeoisie avait une mission à remplir et que cette mission était précisément d'ouvrir la voie à une ère de liberté, de justice, d'amélioration de la vie dans tous les domaines. Qu'elle ait caché son exploitation sous des dehors fallacieux et usé de formules humanitaires pour tromper les foules sur son rôle véritable, personne n'en doute, mais ce n'est pas à nous qu'il convient de laisser supposer que nous y ajoutions la moindre foi. La bourgeoisie n'a qu'un but : l'enrichissement ; qu'une vision : l'argent ; qu'une ambition : la durée de son règne et pour y parvenir, elle ne recule devant rien, pas même, s'il le faut, devant le sacrifice de ses enfants. Elle a donné mission à l'Etat de soutenir ses intérêts et comme elle ne peut s'affranchir dans certaines circonstances, que nous appellerons improprement des circonstances politiques, des sanctions qu'il ordonne, des résolutions qu'il prend, en son nom, puisqu'en somme ce sont toujours ses intérêts qui sont en jeu, elle s'incline, elle accepte le sacrifice momentané, escomptant aussitôt le bénéfice usuraire qu'elle en tirera. Du même coup, les masses populaires, les travailleurs, l'ensemble des prolétaires, qui n'ont su jamais sortir de son orbite, sont condamnés à subir tous les inconvénients de cette gravitation sociale.

Actuellement que voyons-nous ? La guerre économique — car c'est une guerre économique, à n'en pas douter, les conséquences nous le démontreront, si les causes ne sont pas suffisamment probantes — aboutira à un déplacement de l'axe commercial et industriel. L'Allemagne, venue trop tard à la colonisation, toutes les places et les meilleures étant prises en Afrique et dans l'Extrême-Orient, escomptait une victoire qui lui eût permis de poser comme condition de paix à ses adversaires, l'abandon de colonies lui ouvrant des débouchés et lui assurant des produits à utiliser. Ces colonies eussent eu encore le grand avantage d'être façonnées à l'exploitation européenne, sans souci de révoltes possibles de la part des indigènes, ceux-ci ayant été suffisamment massacrés d'abord et aveulis ensuite par les missions chrétiennes. C'était un beau rêve ; plus d'émigration au hasard, bien diminuée déjà par l'immense développement industriel acquis depuis les victoires de 1870. L'empire allemand devenait un grand empire colonial, et la maîtrise des mers une nécessité qui eût trouvé rapidement satisfaction. Dans cette ambitieuse vision, la bourgeoisie allemande trouvait son compte et elle a consenti les sacrifices demandés par l'Etat pour que ce rêve devînt une réalité. D'accord, ils ont voulu la guerre, l'un et l'autre, pensant que l'heure était venue qui ne se représenterait plus de se dresser devant la Triple-Entente, confondant de mieux en mieux ses intérêts.

On ne peut croire qu'une entente soit sans but précis, défini, envisagé sous ses différents aspects. Dès qu'il y eut entente, l'Allemagne comprit que ce serait la guerre quelles que soient les déclarations pacifiques des alliés, déclarations qui se seraient constamment renouvelées tant que l'on n'était pas prêt. Le *Si vis pacem* de l'antique sagesse s'est trouvé démenti. On se préparait à la guerre, non pas par amour de la paix, mais parce que les intérêts suprêmes, c'est-à-dire capitalistes, des Etats et des bourgeoisies de la Triple Entente se trouvant en jeu, mis en état de faiblesse par le développement rapide du commerce et de l'industrie allemands, il faudrait jeter l'épée dans la balance.

On ne saurait voir dans tout cela le moindre indice de mission civilisatrice. Ce sont toujours de bas intérêts qui sont en jeu et qui mettent le feu aux poudres. Avec un cœur tranquille, la classe capitaliste accepte la situation. Il ne se trouve aucun économiste pour nous énumérer les pertes consenties pendant cette période de dévastation et d'appauvrissement. On se rattrapera plus tard et sur le vaincu si possible, et comme chaque belligérant a le grand espoir d'être vainqueur, on ne réfléchit guère à toutes les conséquences d'un pareil désastre. Où sont donc ces censeurs impitoyables qui, à chaque grève, calculaient les salaires perdus par les travailleurs alors qu'ils pleuraient surtout sur les bénéfices échappés définitivement ou largement amoindris ? Ils se recueillent sans doute pour être prêts à la curée et se retourner du côté des vainqueurs quand sonnera l'hallali de la défaite.

Il est évident que les Etats et les capitalistes n'ont pas la franchise de leurs appétits. Toutes leurs ambitions sont hypocritement masquées sous le couvert de l'intérêt national. On substitue à l'intérêt d'une classe avide celui de la collectivité tout entière. On laisse entendre aux masses prolétariennes qu'elles sont solidaires de l'élévation ou de l'abaissement de la fortune publique. On développe le sentiment nationaliste étouffant tout désir de progrès social et l'on se réveille un beau matin l'arme au bras pour défendre la cause d'adversaires contre lesquels il a fallu combattre jour après jour pour garantir son morceau de pain quotidien.

Tout s'oublie quand dès l'enfance on a faussé les ressorts de l'intelligence en développant un orgueil maladif, la croyance en une supériorité incontestée d'un peuple sur un autre. Si, personnellement, l'on n'est rien, moins que rien, un misérable producteur dont le travail est la seule ressource, l'on se sent quelque chose dans la nation, dans l'Etat. Ces fameux droits populaires, qui ne sont en réalité que la légalisation de l'esclavage économique des producteurs, par les réformes introduites dans la législation, ont cimenté l'union des classes. Que vient-on nous parler de lutte de classe quand on a au cœur le fanatisme national ? Qu'est ce mensonge socialiste dès le moment que tout s'oublie, tout s'efface quand le « Vaterland » est en danger ? Et qu'est-ce encore que le mensonge internationaliste quand on a la conviction intime d'une supériorité intellectuelle, morale, individuelle et nationale sur les peuples avec lesquels on condescend, en temps de paix, à entretenir des relations équivoques ? Tout cela est tromperie, pur mensonge, vaine réclame dont on se gausse, au lendemain des congrès internationaux où la naïveté des croyants a pu croire qu'un pas était fait vers l'entente, vers la révolution.

La faillite de la bourgeoisie et de sa mission civilisatrice ! Mais jamais cette classe ne fut en meilleure posture. Elle a réussi à jeter les prolétaires les uns contre les autres, le fusil à la main. En un instant, elle a détruit tout sentiment de solidarité entre travailleurs, tous sont devenus de féroces adversaires prêts à s'entredévorer pour la défense de leurs exploiteurs nationaux, devenus le bien suprême, qu'il faut conserver pieusement pour la gloire du pays. Quant à sa mission civilisatrice, elle nous en a donné le véritable sens quand elle votait tous les budgets militaires s'enflant d'année en année. Ne sait-elle pas que sur les ruines amoncelées elle trouvera toujours sa provende et que le dividende ne chômera pas quand, après la destruction systématique, viendra la paix, l'heureuse paix, pour laquelle elle se prépare déjà et qui lui apportera une ère de gros bénéfices dont le sang versé à flot aura été le meilleur des engrais.

Ce n'est pas à la faillite qu'il faut souscrire, mais à la liquidation, quand les prolétaires seront revenus de leur folie patriotique et de leur adhésion à toutes les œuvres nationalistes et bourgeoises.

G. H.

NOTES EN MARGE

Bonnes paroles.

Un collaborateur de la *Bataille Syndicaliste* a eu le courage et l'à-propos de rappeler les paroles d'Urbain Gohier — celui de l'« Affaire » et non le prétentieux confusionniste de plus tard — que voici :

Si jamais, dans nos villes prises d'assaut par un envahisseur ou livrées par des traîtres, parmi les décombres de nos demeures, à la lueur des incendies, sous le fracas des bombes, nous voyons nos mères égorgées, nos

femmes et nos sœurs servant de jouets à la soldatesque — pensons aux crimes coloniaux que nous avons absous, que nous avons célébrés ; pensons à la justice immanente, que nous avions pourtant invoquée nous-mêmes, et que nous devons désormais redouter.

Eh oui, braves gens, vous tous qui avez assisté impassibles et même contents aux pires atrocités coloniales, vous avez perdu à l'avance le droit de protester contre n'importe quelle abomination dont vous êtes à votre tour victimes.

Il n'y a qu'une justice à invoquer : celle pour tout le monde.

Pauvre souveraineté...

Les élections au Conseil National viennent d'avoir lieu en Suisse, au milieu de l'indifférence la plus complète. La fameuse lutte électorale n'a vraiment pas passionné outre mesure le bon peuple souverain.

Il semblerait que c'est précisément en ce moment de crise intense, venant poser des problèmes ardus à résoudre, que le parti socialiste aurait dû éprouver le besoin d'une vigoureuse affirmation de ses principes en face de la banqueroute sanglante de ceux de la bourgeoisie. Mais a-t-il vraiment de nouveaux principes en contradiction avec ceux du régime bourgeois ? S'il en a jamais eu, ce dont il est plus que permis de douter, les faits irréfutables sont là pour nous prouver qu'à l'heure la plus tragique de l'histoire, il s'est montré absolument impuissant à faire l'effort nécessaire pour réaliser un régime nouveau et s'est entièrement solidarisé avec l'ancien régime. Car le régime bourgeois ne devrait plus être considéré que comme tel, puisqu'il est impossible de concevoir quel rôle il pourrait encore avoir à jouer dans la civilisation des sociétés humaines.

Ou il disparaît, ou la catastrophe actuelle ne pourra que se renouveler. Voilà ce qui devrait former la profonde conviction des masses et leur donner la volonté et la force d'agir.

Au lieu de cela nous n'entendons qu'ânonner : Aux urnes, citoyens, camarades ! Il est vrai qu'à part les candidats personne n'y met plus de conviction, mais personne non plus malheureusement ne paraît encore chercher autre chose...

Et pourtant il le faut, si nous ne voulons désespérer même de l'avenir.

Une friction.

Il s'est déjà produit vis-à-vis de Français et d'Allemands qui n'ont pas répondu à l'appel de leurs massacreurs officiels des incidents dont les camarades suisses doivent tout faire pour empêcher le retour, intervenant s'il le fallait de la façon la plus énergique.

Des bourgeois répugnants et voleurs, qui, eux, ont trouvé le bon moyen de se faire exempter de tout service, tout en se donnant pour les patriotes les plus ardents, se livrent en public à des injures, voire même à des voies de fait sur les ouvriers étrangers insoumis ou déserteurs. Ces derniers le plus souvent ne peuvent répondre, crainte d'être ensuite appréhendés et expulsés administrativement, sous prétexte que « leur conduite a donné lieu à des plaintes ». Un mot, un geste peuvent avoir ainsi les conséquences les plus graves pour eux.

Nous ne devons pas laisser faire. Nous avons déjà trop de nos chauvins, sans tolérer certains lâches pourvoyeurs de la mort, qui font les héros à quelques centaines de kilomètres du front de *leur* armée nationale. Et s'il le faut, préparons-nous à les rosser d'importance. Ce sont les vrais *étrangers* à toute idée d'humanité et de fraternité sur lesquels nous pouvons frapper sans remords.

Hypocrisie bourgeoise.

Il n'y a pas un seul de nos bourgeois qui ne gémisse sur l'effroyable massacre qui endeuille l'humanité. Or, le plus sûr moyen de l'éviter, eût été, indubitablement de ne pas y participer. Mais comme se refuser à être soldat, c'est du même coup anéantir l'armée, appelée à défendre leurs privilèges, nos gens bien pensants ne cachent pas leur haine pour tous ceux qui n'ont pas répondu à l'ordre de marche d'un gouvernement impérial ou républicain.

Voici, par exemple, ce que dit un correspondant de Berne de la *Gazette de Lausanne :*

Un procès qui a eu lieu vendredi devant le Tribunal correctionnel de Berne, a prouvé que notre pays est devenu l'asile de nombreux individus qui ont profité de l'hospitalité suisse pour se soustraire à l'accomplissement de leur devoir envers leur patrie.

Ces « embusqués » étrangers espèrent se soustraire aux conséquences de leur acte en demandant plus tard à se faire naturaliser suisses. Il y aura lieu, au moment voulu, d'examiner ces demandes de près, pour éviter d'accueillir dans notre sein des individus qui ont manqué si gravement à leurs devoirs envers leur première patrie qu'on ne saurait compter sur eux lorsqu'il s'agirait de servir leur deuxième patrie.

Si « servir la patrie » ne peut vraiment se faire qu'en allant à la boucherie, tout homme sensé doit souhaiter que la patrie ne trouve plus aucun serviteur.

En attendant, tout cela ne nous fait présager que de nouvelles persécutions. Encore une fois, préparons-nous à y résister et à leur opposer une véritable action révolutionnaire.

L. B.

La nouvelle idolâtrie

Nous nous étonnons fort de ces hommes de l'antiquité qui sacrifiaient volontairement leur vie sur l'autel sanglant de leurs grossières divinités. Et pourtant, l'histoire n'a peut-être jamais connu d'idolâtrie plus féroce que celle de l'Etat moderne, pour laquelle plus de dix millions d'hommes sont en train de se massacrer sur d'immenses champs de bataille et sur toutes les mers du globe.

A remarquer que tandis que le sauvage croyait fermement à la sainteté de son sacrifice, la presque totalité des soldats d'aujourd'hui vous répondraient qu'il eût mieux valu n'avoir point de guerre du tout, mais que le mal étant déchaîné, il n'est plus possible de ne pas y coopérer. Ce n'est donc plus une véritable croyance, mais la soumission à une soi-disant fatalité, qui n'existe vraiment pas en dehors de cette soumission elle-même.

Nous n'avons plus le droit de nous récrier à la lecture des pires folies sanguinaires du passé, puisque nous venons d'un coup de dépasser en cruauté tous les plus horribles récits de l'histoire. Notre idole n'est plus même céleste, mais terrestre. Pour comble d'ironie, la plupart des hommes ne cessent de la critiquer, de l'attaquer et même de la maudire, quittes à la vénérer ensuite au point de ne pas même oser discuter l'ordre d'avoir à tout quitter : famille, travaux, études, pour marcher aveuglément à la mort.

« L'Etat le veut ! » — c'est beaucoup plus terrible que : « Dieu le veut ! » Même les hommes les plus religieux de nos jours s'abstiennent souvent de suivre la loi de Dieu, mais celle de l'Etat et surtout de son autorité militaire est ultra-sacrée ! La folie a atteint un tel degré et s'est tellement généralisée, que nous avons vu des hommes, ayant voué toute leur vie à la propagande d'idées révolutionnaires, s'indigner à la seule pensée qu'il se trouvât encore quelqu'un pour se soustraire à la boucherie étatiste et conseiller à tous d'en faire de même.

Toute idée morale est détruite. Du moment qu'un acte a été accompli sur l'ordre de l'Etat, fût-il la pire des infamies, il ne saurait plus être reproché ; bien mieux, il devient un devoir, le plus haut des devoirs. Et ce n'est pas là seulement la conception de quelques chauvins, militaristes, conservateurs ; non, c'est aussi la conception la plus claire par laquelle se sont laissés guider et les partis socialistes et les organisations ouvrières de tous les pays.

Voici, au surplus, deux preuves entre beaucoup d'autres de cette monstruosité, car c'en est bien une.

Le chef du parti socialiste belge, Vandervelde, devenu ministre avec la guerre, s'est rendu en Amérique pour dénoncer les atrocités de l'armée allemande. Eh bien, si incroyable que cela puisse paraître, il a en quelque sorte justifié ce qu'il voulait condamner. En effet, dans un communiqué à la presse socialiste américaine, il a fait ces affirmations vraiment extraordinaires :

Dans tous les conflits internationaux de ces dernières années, le mouvement socialiste international s'est trouvé uni. Il en était de même à la veille du conflit actuel. L'Autriche avait déjà déclaré la guerre à la Serbie quand le Bureau socialiste international fut rapidement convoqué à Bruxelles et admit que l'Allemagne devait exercer une pression sur l'Autriche, et la France sur la Russie, pour localiser le conflit. Et nous pouvons certifier de tout cœur que nos camarades allemands, dans leurs efforts pour maintenir la paix, ont fait leur devoir, tout leur devoir, plus que leur devoir.

Mais ces efforts furent vains. La guerre devint générale. Les relations directes avec les socialistes allemands furent rendues impossibles.

Des deux côtés, des millions de travailleurs sont dressés les uns contre les autres en ennemis

Ce qui donne à notre situation un caractère particulièrement tragique, c'est que des deux côtés les socialistes sont persuadés au même degré qu'il s'agit pour eux d'une guerre défensive. Les socialistes allemands, de même que les socialistes français et belges, ont l'idée fermement ancrée de contribuer à une guerre défensive, et ils ont voté les crédits de guerre.

Nous voulons naturellement éviter avec soin de leur faire un reproche quelconque à ce sujet. Nous prenons connaissance des difficultés de la situation. S'ils avaient refusé les crédits, ils auraient été rendus responsables d'une invasion de leur pays par les Cosaques. En les votant, ils ont livré des armes contre la République française et la démocratie de l'Europe occidentale. Des deux maux, ils ont choisi celui qui leur paraissait le moindre. Je le répète, nous ne leur adressons aucun reproche.

Voyons, Monsieur le Ministre ! L'invasion de la Belgique est-elle ou non un crime ? Et ce crime n'a-t-il pas été annoncé au Reichstag avant le vote des crédits ? Dès lors, c'est faire plus que son devoir que de fournir d'abord les moyens à l'accomplissement d'un crime et d'y participer ensuite matériellement au nombre de plusieurs centaines de milliers ! Nous ne connaissons rien de plus dangereux que cette théorie de l'irresponsabilité universelle, ne pouvant logiquement s'appliquer qu'à un monde de fous. Un parti de plus de quatre millions d'hommes ayant fait plus que leur devoir en ne faisant pas davantage que ce qu'auraient pu faire quelques individualités isolées !

Tout cela est évidemment absurde. La vérité est que, pour le ministre d'Etat Vandervelde, n'importe quel ordre de l'Etat est chose sacrée et ne saurait être discuté. Et les socialistes allemands ont fait plus que leur devoir, non pas vis-à-vis du socialisme, mais de leur Etat national. Et c'est là l'essentiel pour tout individu ne sachant concevoir, comme les anarchistes, une organisation sociale en dehors de celle étatiste.

Vandervelde place au-dessus du culte même de sa patrie celui de l'idole Etat ! Peu importe que la Belgique ait été mise à feu et à sang ; le malheur est moindre qu'un exemple de désobéissance à l'Etat, de manquement au suprême devoir de s'y soumettre encore et toujours !

Du côté allemand, quatre députés socialistes, parmi lesquels ce Liebknecht dont on avait voulu, bien à tort, paraît-il, faire un révolté, nous fournissent l'exemple d'un état d'esprit identique à celui de Vandervelde.

Ils se sont rendus à la Maison du Peuple de Bruxelles pour conseiller en somme la soumission du prolétariat belge à l'Etat allemand, sans cacher que celui-ci « considère la Belgique comme annexée, dès à présent ». Et si, en 1870, Liebknecht père avait cru devoir protester contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, Liebknecht fils et consorts se sont bien gardés de dire qu'ils allaient s'opposer à l'annexion de la Belgique. Pour eux les conquêtes de

l'Etat *allemand* sont, peut-être, des conquêtes du prolétariat *international !*

MM. les députés ont aussi parlé aux travailleurs de la Belgique « de l'urgence de reprendre le travail » pour le compte des nouveaux maîtres allemands. En temps de guerre, il ne saurait y avoir d'autre grève que celle forcée, provoquée par le chômage intense.

Enfin, fait incroyable, les mêmes élus socialistes, tous en uniforme de soldats de Guillaume II, ont osé reprocher aux Belges leurs atrocités. Voici comment Dewinne, le correspondant belge de l'*Humanité* à Bruxelles, relate cette énormité :

« On ne s'attendait pas à la résistance de la Belgique. Nous croyons que les civils ont tiré sur les soldats allemands. La presse allemande a signalé nombre d'atrocités commises par les Belges. A Cologne, il y a notamment des officiers dont les yeux ont été crevés et la gorge coupée. A Anvers, à Bruxelles, des sujets allemands ont été torturés et assassinés (!) ».

Les camarades de la Maison du Peuple ont énergiquement protesté contre ces calomnies et ils se sont étonnés que des socialistes se fissent ainsi l'écho des racontars et des mensonges de la presse pangermaniste. Et quand, à leur tour, ils ont cité les nombreux actes de brigandage et les crimes de la soldatesque allemande en Belgique, nos interlocuteurs ont promis de faire une enquête.

Il faudra, avons-nous fait observer, que cette enquête soit contradictoire. La réponse fut évasive. Cette enquête était difficile à faire maintenant. On verrait plus tard, etc., etc.

Le doute n'est plus possible. Selon les social-démocrates, il est permis de défendre son Etat, mais nullement sa famille, ses biens, son domicile. Tuer en uniforme avec les armes les plus meurtrières des milliers d'hommes est héroïque, en frapper un seul en civil pour la défense la plus légitime est l'acte d'un assassin !

L'idolâtrie de l'Etat se montre ici dans toute sa hideur. Tout est permis, justifié, sacré, pourvu qu'on puisse exciper d'un ordre de l'Etat ! L'action libre des individus, par contre, est toujours condamnable, si elle ne sert pas l'Etat.

Le tort de ceux qui nous reprochent de trop insister sur nos principes devient évident. Les hommes agissent toujours en conformité de quelques principes, avoués ou non, dont ils se font, parfois même inconsciemment, une règle presque absolue.

L'œuvre du propagandiste doit être celle de discerner non seulement les mobiles, mais aussi les raisons soi-disant morales, des actes humains. Et il est grand temps de révolter la conscience universelle contre cette idolâtrie de l'Etat. C'est là une œuvre autrement importante, pratique et urgente que l'obtention des trois huit. C'est pour la divinité Etat que des millions d'hommes s'entretuent aujourd'hui ! Ah ! proclamons bien haut contre elle notre athéisme, affirmons notre idée de salut : l'anarchie.

L. B.

KARL MARX et la guerre de 1870

Sous ce titre, nous lisons dans la *Bataille Syndicaliste :*

Les *Sozial-Demokraten* d'Allemagne, qui avaient dénoncé et dénoncent encore Bakounine comme un agent de la police russe, se font les champions de l'impérialisme allemand, sous le prétexte hypocrite de défendre la sécurité de la population pacifique de l'Allemagne, que personne ne menaçait.

Il ne font, en cela, que suivre la tradition de leur digne maître Karl Marx.

Karl Marx s'était réjoui, en 1870, des victoires de l'Allemagne. On le savait déjà ; mais sa correspondance avec Engels, tout récemment publiée, en a apporté de nouvelles preuves.

Le 20 juillet 1870, Marx écrit de Londres à Engels :

« Les Français ont besoin d'être rossés *(Die Franzosen brauchen Prugel)*. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir gouvernemental sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. En outre, la prépondérance allemande transportera de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale..., et la prépondérance des ouvriers allemands, sur les ouvriers français, serait en même temps le triomphe de notre théorie sur celle de Proudhon. »

Le 31 juillet, Engels écrit de Manchester, à Marx :

« Ma confiance dans les forces militaires des Allemands croît chaque jour. C'est nous qui avons gagné la première bataille. »

Le 15 août, le même Engels écrit :

« Comme en 1866, Bismarck, aujourd'hui, travaille pour nous, à sa façon : c'est sans le vouloir qu'il le fait, mais il le fait tout de même. »

Après la proclamation de la République, à Paris, les socialistes parisiens, membres de l'Internationale, lancent le célèbre manifeste, où ils disaient au peuple allemand : « Repasse le Rhin. Sur les deux rives du fleuve disputé, tendons-nous la main. Proclamons la Liberté, l'Egalité, la Fraternité des peuples. » Parmi les signataires de ce manifeste, se trouvaient entre autres, Ch. Beslay, Camélinat, Chemalé, Ch. Longuet, Perruchon, Tolain, Ed. Vaillant.

En recevant cet émouvant appel, Marx écrit à Engels, le 10 septembre :

« Les imbéciles de Paris (*Die dummen Kerle in Paris*) m'ont envoyé des masses de leur ridicule manifeste pour que je le fasse parvenir en Allemagne ! Et ces gaillards se permettent encore de m'envoyer des instructions télégraphiques pour me prescrire la manière dont je dois faire la propagande chez les Allemands ! »

Engels avait écrit, dès le 7 septembre, à propos de ce manifeste, transmis par le télégraphe :

« La proclamation de l'Internationale parisienne prouve que ces gens-là sont entièrement dominés par la phrase. Ils prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une République — et laquelle ! — que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sans quoi guerre à outrance ! C'est tout à fait la vieille infatuation : la supériorité de la France, l'inviolabilité du sol sanctifié par 1793 et auquel toutes les cochonneries françaises commises depuis n'ont pu enlever son caractère sacré, la sainteté du mot République... J'espère que ces gens reviendront au bon sens une fois la première griserie passée, sans quoi il deviendrait diantrement difficile de continuer avec eux des relations internationales. »

Enfin, le 18 septembre, Engels, reprenant le mot de Marx, du 20 juillet, s'écrie :

« Les Français n'ont pas encore été suffisamment rossés. »

Sans commentaires, n'est-ce pas ?

Le Vieux de la Vieille.

Quelques commentaires nous paraissent, au contraire, indispensables.

Par d'autres citations de la même Correspondance de Marx et d'Engels, nous avons déjà montré le peu de cas qu'il fallait faire de ces deux faux prophètes du socialisme. L'univers entier devenant allemand, voilà au fond leur conception de l'internationalisme. Admirons aussi cette idée que l'arme de toutes les tyrannies, la centralisation, deviendrait, par nous ne savons quel miracle, un moyen d'émancipation. Il est évident qu'au lieu d'une organisation de la société, toujours moins militariste, ils en prévoyaient une de plus en plus strictement disciplinée, tout en s'y réservant, bien entendu, des places de hauts chefs.

Les deux compères n'en ont pas moins raison, lorsqu'ils parlent de « vieille infatuation » à propos de cette « France de la révolution », trop souvent invoquée à tort et à travers encore aujourd'hui.

Dénoncer le bas chauvinisme de Marx et d'Engels, c'est très bien, à condition, néanmoins, de ne pas l'imiter, de ne pas croire à son tour d'appartenir à une race, à un « peuple élu », d'être sincèrement et toujours — malgré tout — contre tous les Etats, en commençant par attaquer *son propre Etat national*, ainsi que le faisait Bakounine.

Mais dire : — Voyez quels trompeurs sont Marx et Engels ! — et s'inspirer de leur conduite, c'est précisément leur fournir la seule excuse possible, tout en prétendant les accabler définitivement.

ŒUVRES DE KROPOTKINE

La Conquête du Pain. — Autour d'une Vie. — L'Entr'aide. — La Grande Révolution. — La Science Moderne et l'Anarchie. — Champs, Usines et Ateliers.

Chaque volume, 2 fr. 50. En vente au *Réveil*.

Si vis pacem

(Si tu veux la paix...)

Nous mettons en vente au prix de **50 centimes l'exemplaire (2 fr. les cinq exemplaires franco de port dans toute la Suisse)** ce grand tableau de F. Sagrista, tirage en huit couleurs, format 60/80 centimètres, sur papier de luxe granulé.

L'urgente nécessité d'une active propagande en faveur de la paix entre tous les peuples, nous conseille une large diffusion de ce tableau que nous vendons ainsi la moitié de sa valeur réelle. Il importe surtout de lutter contre la diffusion de tableaux et images militaires, glorifiant la guerre et les pires carnages et qui exercent sur le peuple l'influence la plus pernicieuse.

Nous sommes certains qu'au prix dérisoire où nous le cédons, *Si vis pacem...* sera bientôt connu et acheté par tous.

Souscription Cheseaux

Total précédent	37.50
Lausanne, l'Exilée	1.—
Nidau, J. D.	2.—
J. A., Ch.-de-F.	1.—
J. D., Peseux	1.—
J. M., Genève	0.50
Total	43.—

Notre camarade François Cheseaux, sa peine terminée, a été libéré lundi de la semaine dernière. Il nous écrit pour nous remercier chaleureusement de la souscription faite en faveur de ses vieux parents, et nous prie de bien vouloir la clore, car, dit-il, « il reste beaucoup d'autres victimes à soulager ». Nous nous conformons à sa généreuse volonté et lui envoyons nos meilleurs souhaits.

Son exemple demeure admirable, surtout dans un pays d'indifférents comme le nôtre et venant d'un humble paysan, qui a simplement fait ce que son cœur et sa raison lui dictaient, sans les arrière-pensées de certains futurs candidats aux secrétariats syndicaux ou aux fauteuils législatifs que nous avons connus dans le passé.

Nulle propagande n'est plus efficace et plus belle que celle faite par les travailleurs eux-mêmes, en toute sincérité. C'est de leur part un acte et non seulement un geste ; c'est leur idée et non leur personne qu'ils font connaître. Puissions-nous tous donner ainsi preuve, en toute circonstance, de logique, de courage et de fermeté.

BILAN DU " RÉVEIL "

Recettes

Vente journaux et brochures :

Chaux-de-Fonds, 5.50 ; Genève, 9, S. 5.— ; Nidau, 3.— ; Novaggio, 2.— ; Senigallia, 7.50 ; Sonvilier, 2.—

TOTAL Fr. 34.—

Abonnements :

Bulle, A. F., 2.— ; Lüen, Z. A., 9.—

TOTAL Fr. 11.—

Souscription :

Chaux-de-Fonds, J. A., 2.— ; Genève, Steng, 1.50, XX. 1. E. H. 1, St. 5.— ; Souscription à la réunion du 4 courant (moitié à la *Voix du Peuple*), 10.— ; La Poire, 10.—

TOTAL Fr. 30.50

TOTAL des recettes au 12 novembre Fr. 75.50

Dépenses

Frais de poste	40.20
Journal n° 397	35.—
Salle pour réunion	2.—
Déficit du numéro précédent	785.95
Total des dépenses	863.15
Déficit	787.65

Les sommes reçues sans indication précise sont portées moitié en faveur de la Voix du Peuple *et moitié en faveur du* Réveil.

Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste.